

Olaf Scholz et la lutte contre l'argent sale

Le favori des élections n'a guère combattu comme ministre les mafias qui investissent leurs gains en Allemagne.

DAVID PHILIPPOT
BERLIN

LÉGISLATIVES La campagne électorale d'Olaf Scholz a été mise entre parenthèses lundi, le temps de répondre aux questions de la commission des finances du Bundestag. L'objet de cette convocation extraordinaire, à moins d'une semaine du scrutin fédéral, avait trait à la perquisition diligente par le parquet d'Osnabrück le 9 septembre dernier, dans le cadre d'une enquête pour « entrave à la justice ». Des employés d'une unité spéciale de lutte contre le blanchiment d'argent de la FIU (Financial Intelligence Unit) dépendant du ministère des Finances, n'auraient pas signalé à temps des virements suspects transmis par trois banques (commerce de drogues et d'armes, financement de terrorisme) vers la police et la justice. Le camp d'Olaf Scholz évoque un « complot de la CDU », dont le procureur d'Osnabrück est membre. Dans la dernière ligne droite, les adversaires politiques (FDP, CDU et Verts) tentent de discréditer le favori des sondages dont le nom est déjà cité dans deux affaires, CumEx et Wirecard.

Face au tir nourri des questions des députés, Olaf Scholz s'est protégé avec son bilan : les effectifs de la FIU, transférée en 2017 de la police fédérale vers la douane, ont été depuis lors multipliés par dix. « Nous avons plus fait en trois ans que les

trente dernières années », a répondu devant les caméras le candidat, qui a rencontré à cette occasion pour la première fois le chef de cette unité, pourtant en poste depuis août 2018.

Le problème de fond qui s'est invité dans la campagne électorale ne date pas de la nomination de Scholz au ministère de la Wilhelmstrasse. Comme l'écrit *Der Spiegel*, « les facteurs qui font de l'Allemagne un paradis pour les mafiosi italiens, les barons de la drogue latino-américains, les oligarques russes et les organisations terroristes du Moyen-Orient sont connus et inchangés depuis des décennies : un secteur financier non transparent, une supervision inadéquate, des responsabilités peu claires des autorités et, par conséquent, une répression inévitablement inefficace ». Selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, seulement 0,25 % des cas suspects dénoncés par la FIU conduisent à une condamnation !

Déjà, en 2010, le groupe d'action financière, fondé par les États du G7, a hésité à classer l'Allemagne sur sa liste noire des pays à risques pour le système financier international, dans laquelle figure l'Iran, l'Angola ou la Corée du Nord. « Onze ans plus tard, l'Allemagne fait encore bien trop peu », assène Christoph Trautvetter, auteur d'une étude pour l'organisation anticorruption Transparency International basée à Berlin. Quelque 100 milliards d'euros d'argent sale y seraient investis chaque année à des fins de blanchiment,

selon une estimation de l'université Martin-Luther de Halle-Wittenberg pour le compte du ministère des Finances.

L'immobilier, machine à laver

Selon un rapport de la Cour des comptes remis en décembre 2020 à la commission budget du Parlement allemand, le secteur non-financier, qui comprend les agents immobiliers, les bijoutiers et les exploitants de casinos, offre des conditions idéales pour le lessivage de l'argent sale. Dans certains États membres de l'UE, le paie-

ment en espèces est limité, par exemple en Grèce à 500 euros seulement, en France à 100 euros. En Allemagne, il n'y a pas de plafond et l'achat en liquide d'une berline ou d'un loft n'a rien d' inhabituel. La surveillance de ces transactions est de la compétence des Länder. En 2019, comme l'a déterminé la Cour des comptes, il n'y avait que 216 employés à temps plein travaillant dans les bureaux des 16 régions. Résultat : sur un total de 3000 audits, 66 PV ont été dressés pour un montant total de 168 500 euros. Une bagatelle comparée au volume annuel du blanchiment d'argent en Allemagne, estimé à 30 milliards d'euros dans le secteur non-financier. Près du tiers de l'argent sale serait recyclé dans l'immobilier, dont le lobby s'oppose à toute réglementation.

L'initiative législative annoncée en juillet par Mairead McGuinness, commissaire européenne chargée des Marchés financiers, prévoit une limitation des transactions en liquide à 10 000 euros. Mais sa proposition a été rejetée par les services d'Olaf Scholz. Après le dernier débat entre les candidats au poste de chancelier dimanche soir, l'éditorialiste Jan Fleischer commentait : « Olaf Scholz a de la chance qu'on ne puisse résumer aucun de ces scandales en une phrase. » Est-ce que les indicateurs, estimés entre un quart et un tiers de l'électorat, seront néanmoins sensibles à l'odeur de soufre de cette polémique ? C'est une des nombreuses inconnues du scrutin de dimanche. ■

Le ministre fédéral des Finances, Olaf Scholz, candidat du SPD à la Chancellerie, à la sortie de son audition par la commission des finances du Bundestag, lundi. TOBIAS SCHWARZ/AFP



Les boucles de la Sarre du côté de Mettlach et de Merzig, berceau de la dynastie Villeroy & Boch.



En Sarre, la tumultueuse amitié franco-allemande se cultive au quotidien

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À WALLERFANGEN ET SARRERÜCK

EUROPE Même si son cours fut détourné au fil des siècles, la Sarre coule paisiblement en contrebas du jardin. La faïence de deux cents ans d'âge repose dans une armoire à l'abri des regards. La ravissante propriété qui se découvre à l'entrée du virage s'est assoupie. Ses ancêtres, dont les portraits ornent les murs, veillent sur l'auguste maison, ainsi qu'une délicieuse dame, 88 ans, qu'on vilaine sur surnomme « Saarfranzösin », la Française de Sarre.

Discrète et avenante, Odile Villeroy de Galhau réside à Wallerfangen, où Vaudrevange, selon que l'on emprunte à la langue de Goethe ou de Molière. Nous sommes bien en Allemagne mais les habitants de cette bourgade de 9000 habitants pardonnent aisément la confusion. « Ici, la frontière est poreuse », rappelle Odile Villeroy de Galhau, qui a fait au *Figaro* l'honneur d'un tour du propriétaire, assorti de la promesse de ne prendre aucune photo et de préserver autant que faire se peut l'anonymat de la famille.

L'histoire de Wallerfangen et de son hôte française illustre à merveille le destin commun des deux grands voisins. Ils se sont fait trois fois la guerre en l'espace de cent cinquante ans mais continuent inlassablement à chercher le chemin d'une cohabitation harmonieuse, voire à « cultiver l'amitié », lit-on dans *Emmès héréditaire* ? (1).

Sans devoir remonter à Louis XIV et au duché de Lorraine, ce territoire fut cédé par Napoléon à la Prusse, après Waterloo, en 1815. Mais déjà, en 1792, l'entrepreneur Nicolas Villeroy avait repéré ce village qui, grâce à son cours d'eau, était susceptible d'alimenter la production de faïences. À la même époque, mais vingt kilomètres plus loin, à Mettlach, un certain Jean-François Boch - un nom à consonance un peu plus germanique bien que l'homme fut luxembourgeois - partagea la même idée. Après 1815, les deux concurrents se retrouvèrent sur un territoire commun. Plutôt que d'entamer une guerre commerciale, ils fusionnèrent, et leurs dynasties avec. En 1842, Octavie de Villeroy épousa Eugène von Boch. Ce seul mariage entre les deux lignées suffit à asséoir l'entreprise Villeroy & Boch, désormais réputée pour sa vaisselle et ses salles de bains. Seule la fabrique de Mettlach, sise dans une abbaye longeant la Sarre, est restée debout. Odile Villeroy de Galhau incarne

la mémoire de la branche Villeroy, et de Wallerfangen. Son fils est l'actuel gouverneur de la Banque de France.

« Mon père et son cousin Boch se sont toujours montrés solidaires dans le malheur », explique l'héritière. Sous cette définition du malheur, elle intègre évidemment la période nazie. Après son placement, en 1919, sous mandat de la Société des nations, la Sarre fut annexée en 1935 par Hitler, placée sous protectorat français en 1945 puis rattachée à l'Allemagne en 1954. Durant la guerre, devenue inutile à l'effort de guerre du III^e Reich, Villeroy et Boch en fut réduite à ciselier quelques faïences à l'emblème de la croix gammée. La vieille dame rappelle aussi - non sans désagrément - que les GI américains passèrent par Wallerfangen pour libérer l'Europe. À cette occasion, ils n'eurent guère d'égards pour la propriété familiale, juchant leur mitrailleuse sur le précieux mobilier.

Il existe ici énormément de réseaux franco-allemands, invisibles mais puissants

PATRICIA OSTER-STIERLE, PROFESSEUR DE LITTÉRATURE FRANÇAISE À L'UNIVERSITÉ DE LA SARRE

Le Land de Sarre, le plus petit du pays par sa superficie, fourmille d'histoires croisées nourries par la guerre. Dans les écoles, depuis 2007, le français a remplacé l'anglais comme première langue étrangère obligatoire. Cette initiative de l'actuelle ministre de la Défense, Annegret Kramp Karrenbauer, autrefois ministre régionale de l'Éducation, fait la fierté des Allemands les plus francophiles.

« Il existe ici énormément de réseaux franco-allemands, invisibles mais puissants », se félicite Patricia Oster-Stierle, professeur de littérature française à l'université de la Sarre, et figure de proue de l'échange académique bilatéral. Elle rappelle néanmoins à Angela Merkel son ignorance de la culture française et juge que les Français connaissent mieux leurs auteurs que leurs homologues allemands. Karlheinz Stierle acquiesce aux opinions politiques de son épouse et se montre peu tendre à l'égard de ses compatriotes. « Nous sommes devenus une colonie américaine. On regarde de temps en temps vers les Français, mais on a toujours peur qu'ils aillent trop loin », regrette cet universitaire, auteur d'un

ouvrage consacré à Paris, *La Capitale des signes : Paris et son discours*. Fille d'un ancien militaire français stationné en Sarre et d'une mère allemande née en 1968, Béatrice Berthon sait combien la guerre a défini, en positif et négatif, le couple franco-allemand. « Ma famille, côté allemand, qui avait subi un lavage de cerveau, n'a jamais approuvé ce mariage. Ils ont mis ma mère à la porte après avoir appris qu'elle était enceinte d'un Français, et l'ont jetée dans les escaliers », raconte cette présidente d'une agence de communication,

basée à Sarrebrück. Ce fut là leurs derniers contacts. Avant de fréquenter le lycée français de Sarrebrück, la petite fille franco-phonie se souvient comment les Allemands la « regardaient de travers ».

Gérard Taffner, qui habite depuis sa naissance, en 1943, dans sa même maison de Creutzwald, à deux pas de l'ancien poste frontière, n'a aucun souvenir, enfant, d'avoir entendu ses parents - à commencer par sa mère allemande - parler de la guerre, alors même que ses oncles servirent dans la Wehrmacht. « Mes parents ont voulu recommencer à zéro et on est complètement passés à autre chose », raconte ce retraité qui a véritablement appris le français à l'école.

De son adolescence, il se souvient des accrochages avec les douaniers du poste frontière, avant que celui-ci ne fût démolie en 1995. Les Allemands, il les a surtout connus chez Ford, à Sarrelouis, où « ils affichaient à notre égard un sentiment de supériorité ». « C'est bien beau de parler de l'amitié franco-allemande, mais pendant la pandémie, mes amis (français, NDLR), se sont fait cracher dessus par les Allemands », dit-il. Au foot, il encourage les Bleus et non pas la Mannschaft, ce qui ne l'empêche pas, par réflexe, de parler souvent allemand... avec ses camarades français.

Malgré une amitié franco-allemande tourmentée, Béatrice Berthon s'est mariée une première fois à un Français - dont la mère était allemande comme la sienne - et dont elle a divorcé. Puis elle s'est unie avec un Allemand originaire de Chemnitz (ex-RDA). Elle a eu

une fille, Nina, qui, selon sa mère, a « pris le côté allemand », n'acceptant ses racines françaises qu'après bien des tourments intérieurs. Béatrice Berthon a présidé deux ans la section Rotary bilatérale de la Sarre. L'amitié franco-allemande, dit-elle, « ça demande de la persévérance et de la patience ».

(1) « Emmès héréditaires » en *dialogue franco-allemand* d'Hélène Miard-Delacroix et Andrea Wirsching, *Fayard Histoire* (2020).

RETROUVEZ DEMAIN :

Crimes nazis : les Allemands attachés au devoir de repentance

IndianOil
 CNV 1232011/HR1959G0D11388
 Siège social : New Delhi
 Avis d'invitation à l'e-RFP

RFP No. : AESD/WRE/NDMC/GTE/01/2021-22
 Nom du projet : Sélection d'un concessionnaire chargé du traitement et de l'élimination des déchets solides municipaux (déchets mixtes) en créant une usine de transformation des déchets en énergie à Rankherou sur un autre site municipal approprié, à New Delhi.

Période de téléchargement : 09/09/2021 au 25/10/2021 à 14h. Heure Normale Indienne.

Personne à contacter : Sh. Bijay Kumar, Directeur Général (AE).
 Ph : +91 (11)-71726004, 24362082
 Email : bijaykumar1@indianoil.in

Notes : L'appel d'offres ci-dessus est en mode exclusivement électronique. Le dépôt des offres se fera également en mode électronique uniquement. Le soumissionnaire doit envoyer son devis/offre sous forme de copie électronique uniquement aux adresses électroniques sécurisées indiquées ci-dessous.

Partie - A : Soumettez l'offre technique (partie non tarifiée) à l'adresse électronique : AESD-Technical@indianoil.in.

Les offres reçues sous forme physique NE SERONT PAS acceptées. Tout rectificatif, toute clarification préalable à l'appel d'offres s'il y a lieu d'existence, sera également transmis sous forme électronique uniquement. Veuillez consulter le site <https://www.ind.com/indian-rfp> pour télécharger les documents pertinents et participer.